

**L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° : 66/RFM/2018
du 04/12/2018 à 10H30min**

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES
AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB
— PREFECTURE DE FES —**

En lot unique

**Cahier des Prescriptions Spéciales
(C.P.S)**

Appel d'offre réservé à la Petite et Moyenne entreprise

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

=====

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES
AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB
– PREFECTURE DE FES –

=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maitre d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET :

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES
AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB
— PREFECTURE DE FES —

=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET :

2. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de Sous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES
AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB
— PREFECTURE DE FES —

=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention (les références de la convention) :

• **Membre 1 :**

M. qualité

Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de

• **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M. (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1.1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : **TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB– PREFECTURE DE FES –**
En lot unique pour Le compte de la région Fès-Meknès « **MAITRE D'OUVRAGE** »

ARTICLE 1.2 : CONSISTANCE ET DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent marché comprennent à titre non limitatif,

- Travaux de construction de pistes y compris : Terrassement et corps de chaussée avec revêtement en RSB ;
- Travaux de renforcement de pistes existantes avec une couche de base et revêtement en RSB ;
- Mise à la côte des regards et bouches à clés
- Dallage des accotements
- L'établissement des études d'exécution
- Les contrôles topographiques et du laboratoire
- Toutes autres sujétions permettant le parfait achèvement des ouvrages prévus dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 1.3 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

L'entreprise devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après et définis dans le fascicule du C.P.C pour les travaux routiers courants.

Désignation du document	Délai	Réf. Au CPC
Programme des travaux	15 jours à dater du lendemain de la notification de l'approbation du marché.	Fascicule n°1, article n°20 Article 41 du CCAG-T
Organisation et installation de chantier	15 jours à dater du lendemain de la notification de l'approbation du marché.	Fascicule n°1, article n°21
Liste du matériel	15 jours à dater de lendemain de la notification du marché.	Fascicule n°1, article n°22
Cahier de chantier	Dés le commencement des travaux.	Fascicule n°1, article n°22
Plan de signalisation de chantier	10 Jours avant le commencement des travaux	ART 26 du Fascicule n°1

Pour chaque type de matériel, l'entrepreneur devra préciser ses caractéristiques et la date de son affectation au chantier.

ARTICLE I.4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - DOCUMENTS GÉNÉRAUX - TEXTES SPECIAUX

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux, objet du marché, résultent de l'ensemble des documents suivants :

A - Pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du présent marché sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- Le bordereau des prix – détail estimatif,
- Le mémoire technique,
- Le sous détail des prix (pour les prix cités à l'article IV-3 ci-après),
- Le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère de l'Équipement et édité par lui en vertu de l'arrêté n°451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016),

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

B - Documents généraux :

Pour l'exécution du présent marché, l'entrepreneur reste soumis aux textes généraux suivants :

1. Dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions
2. Le Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
3. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements .
4. Le dahir n° 1-09-02 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation De la loi n° 45-08 relative à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements
5. le décret n°2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 janvier 2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités et de leurs groupements
6. Le Décret Royal N° 2-09-608 du 27/01/2010 portant règlement général de la comptabilité publique.
7. Décret n 2.14.272 du 14 **mai 2014 relatif** aux avances en matière de marchés publics ;
8. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13/05/2016).
9. Décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques
10. Arrêté du Chef du Gouvernement n° 3-302 du 27 novembre 2015 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
11. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires

12. Le décret n° 2.73.371/ du 27 Hijja 1395 (30 décembre 1975) fixant les conditions d'agrément et de contrôle des géomètres privés et les sociétés exécutant des travaux topographiques pour le compte des Administrations publiques et de certaines personnes.
13. Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19/02/2015) portant promulgations de la loi n°112-13 relatif au nantissement des marchés publics.
14. Le Dahir n° 1.85.347 du 10 Décembre 1986 portant promulgation de la loi 30.85 relative à la T.V.A.
15. Arrêté du Ministre de l'Équipement et du Transport N° 2053-13 du 26/06/2013 abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret n°2.98.984 du 22-3-1999 instituant, pour la passation de certains marchés de services pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.
16. Arrêté n° 1871-13 du 13-06-2013 fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics.
17. La circulaire n° 75 IGSA du 22.01.82 relative à la réglementation et la législation du travail.
18. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967), portant règlement général de la Comptabilité Publique tel qu'il a été modifié ou complété.
19. La circulaire du premier Ministre n° 397 CMB du 27 Moharrem 1401 (5 Décembre 1980) relatif aux assurances des risques situés au Maroc.
20. Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du l'état et édité par lui, en vertu de l'arrêté n° 451.83 du 6/12/82.
21. Arrêté n° 1872-13 du 13/06/2013 relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
22. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3573-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
23. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3574-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
24. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3575-13 du 10/12/2013 fixant les modalités de la composition des commissions d'appel d'offres ouvert, d'appel d'offres restreint ou avec présélection, ainsi que celle du jury de concours des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
25. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3576-13 du 10/12/2013 fixant le nombre et la qualité des membres du comité de suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
26. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3610-13 du 10/12/2013 fixant les autorités habilitées à approuver les marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
27. Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1041-99 du 16 rabii I 1420 (30/06/1999) étendant au ministère de l'intérieur les dispositions du décret n° 2-94-223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) instituant pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres, un système de qualification et de classification des entreprises de Bâtiment et de travaux publics. B.O. n° 4732 du 07/10/1999.

28. Arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret relatif aux marchés publics.

B- TEXTES SPECIAUX

- Le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicables aux travaux dépendant de l'Administration de l'Équipement tel que ce cahier est défini par la circulaire 2/1242/DNRT du 13 juillet 1987 ;
- Le Devis Général pour la fourniture des agrégats destinés aux usages routiers pour la construction, le rechargement et revêtement de chaussées (Maroc 1950) ;
- Le Devis Général pour les Travaux d'Assainissement (DGTA - édition 1961)(sauf pour les dispositions relatives aux conduites circulaires ou ovoïdes qui ont fait l'objet de normes spécifiques plus récentes) ;
- La note circulaire de la DRCR n°214.22/50.5/238/340 du 11.12.1998 relative au contrôle et suivi des travaux routiers ;
- Arrêté n°350/67 du Ministère des Travaux Publics et des communications du 15 Juillet 1967, ainsi qu'aux règles techniques PNA 7.11 CL et 005 annexées à l'arrêté N° 350/67 et normes 7.68.100, 7.62.411 et 7.32.202 ;
- La circulaire 6001 Bis TP du 7 Aout 1958 relative au transport des matériaux et des marchandises pour l'exécution des travaux publics ;
- Le Cahier des charges provisoires pour la fourniture des liants hydrauliques en date du 16 Mai 1961, applicables au Maroc ;
- Les instructions du Service Topographique du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire ;
- La circulaire du Premier Ministre n°397 du 27 Moharram 1401 (5 décembre 1980), relative aux assurances des risques situés au Maroc ;
- La réglementation en vigueur relative à l'achat, l'emmagasinement et l'emploi des explosifs dans les mines, carrières et chantiers du Maroc ;
- Les règlements en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et locaux d'habitation.

C- NORMES ET REGLES DE REFERENCE

- Les règles PS. 69 et les D.T.U. ;
- Le règlement parasismique RPS 2000 ;
- Le Fascicule n°2 (français) relatif aux terrassements généraux ;
- Le Fascicule n°70 (français) relatif aux canalisations d'assainissement et ouvrages annexes ;
- Guide technique (français) du SETRA « Remblayage des tranchées et réfection des chaussées » ;
- Les Normes Marocaines éditées par le Service des Normalisations Industrielles Marocaines (SNIMA) et en particulier les normes 10.01.F003 et 012 concernant les aciers pour béton armé, 10.03.F009 concernant les bétons de ciment usuel, les Normes de l'AFNOR (Association Française de Normalisation) ou des Normes équivalentes ou supérieures en vigueur au moment de la signature du Marché et en particulier :
 - NM 10.1.003 : Bétons - classification des environnements agressifs
 - NM 10.1.004 : Liants hydrauliques
 - NM 10.1.005 : Liants hydrauliques - Technique des essais
 - NM 10.1.162 : Liants hydrauliques - détermination quantitative des constituants

NM 10.1.162 : Sable de concassage pour bétons hydrauliques
NM 10.1.008 : Bétons de ciments usuels
NM 10.1.011 : Béton prêt à l'emploi préparé en usine
NM 10.1.012 : Aciers ronds lisses
NM 10.1.013 : Aciers à haute adhérence
NM 10.1.020 ; 136 à 141 ; 144 ; 146 à 150 ; 155 et 166 à 170 : Granulats pour matériaux de construction

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux. L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE I.5 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

L'entreprise déclare :

Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter en cours des travaux pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération,

Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux,

Avoir fait préciser tous les points susceptibles de contestation,

Avoir fait Tous les calculs et tous détails, n'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et de nature à donner lieu à discussion.

ARTICLE I.6 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION - VALIDITE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION – PENALITES

➤ Validité du Marché

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché

➤ Délai de Notification de l'Approbation

En application de l'article 153 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics l'approbation du doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis, dans le cas où le délai de validité des offres est prolongé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret ci-dessus , le délai d'approbation visé ci – dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, main levée lui est donnée de son cautionnement provisoire

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'article 33 ci-dessus, lui proposer par lettre

recommandée avec accusé de réception ,par fax confirme ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine , de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas Trente (30) jours , l'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage .En cas de refus de l'attributaire , main levé lui est donnée de son cautionnement provisoire .

Le maître d'ouvrage établit un rapport dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché

➤ **Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé à **deux (02) mois** pour pouvoir être pris en considération, les arrêts de chantier dus en cas de force majeure devront être signalés dans les 48 heures au maître de l'ouvrage.

➤ **Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Dans le cas où le délai contractuel précisé dans l'ordre de service de commencer les travaux serait majoré ou les prolongations prévues par le présent cahier des charges ne serait pas tenu, l'entrepreneur titulaire du marché subira sur ses créances et au besoin sur ses cautions et sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard, une pénalité égale au 1/1000ème du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Cette pénalité sera plafonnée à 8 % du montant total des travaux relatif au marché, conformément aux dispositions de l'article 65 du C.C.A.G.T.

➤ **Intérêts moratoires**

Conformément au décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, le défaut d'ordonnancement et de paiement des sommes dues dans le délai prévu par le décret mentionné ci-dessus au profit du titulaire d'un marché visé à l'engagement et approuvé par la réglementation en vigueur, fait courir de plein droit et sans formalité préalable des intérêts moratoires au bénéfice dudit titulaire, lorsque le retard incombe exclusivement à l'administration, et cela conformément au décret n° 2-16-344 mentionné ci-dessus.

ARTICLE I.7 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra soumettre au maître d'ouvrage dans les quinze jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, le calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire le chantier, comportant tous renseignements et justifications utiles. Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit calendrier, l'administration fera application des mesures prévues à l'article 79 et /ou 80 du C.C.A.G.T. même pour les délais partiels portés au planning. Le planning des travaux sera obligatoirement affiché au bureau du chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du maître d'ouvrage.

ARTICLE I.8 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

➤ **Cautionnements Provisoire et Définitive**

En application de l'article 14 du CCAGT., le cautionnement provisoire à remettre est fixé à la somme de **Trois mille Six Cent (3 600,00) dirhams**.

Le cautionnement définitif est fixé à **TROIS POUR CENT (3%)** du montant du marché initial. Il devra être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, et ce conformément à l'article 15 du CCAGT.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

➤ **Retenue de garantie**

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes mensuels en application de l'article 64 du CCAGT est de (10%) dix pour cent du montant du décompte. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra 7% (Sept pour cent) du montant initial du marché.

ARTICLE I.9 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par le titulaire d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du CCAGT, toutes les notifications qui se rapporteront à son entreprise seront valables lorsqu'elles auront été faites dans l'adresse indiquée à l'acte d'engagement.

ARTICLE I.10 : SOUS - TRAITANCE

Conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics , la sous traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son marché à un tiers. Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics .

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze jours (15 j) à compter de la date de l'accusée de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

ARTICLE I.11 : CONTROLE DES TRAVAUX :

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers à leurs agents, leur présenter, s'ils le demandent, toutes pièces du marché et leur fournir tous renseignements et explications utiles pour faciliter leur mission.

ARTICLE I.12 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1- L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître de l'ouvrage.

2- Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix figurent notamment les frais de branchement de chantier aux réseaux d'eau, d'électricité, etc..., et les consommations correspondantes pendant toute la durée du chantier.

3- En application de l'article 44 du CCAGT, le délai pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est fixé à 15 (Quinze) jours de calendrier à compter de la date de réception provisoire. En outre, une pénalité spéciale de 200 DH (deux Cents Dirhams) par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai de 15 jours indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office, par le Maître de l'ouvrage, sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

4- L'entrepreneur établira à ses frais le métré des travaux par un métreur agréé. Le métré établi servira de base pour la vérification et l'établissement des situations contradictoire qui seules serviront de base aux paiements des travaux à l'entreprise.

ARTICLE I.13 : ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du M.O un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par M.O.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier prévu à l'article 201 & 2 du D.G.A. et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter, à toute réquisition, les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

ARTICLE I.14 : ETUDE D'EXECUTION ET PLAN DE RECOLEMENT :

Sur la base du programme arrêté avec le MO, au lendemain de la notification de l'OS de démarrage des travaux, définissant les tronçons concernés par les travaux de construction ou renforcement des pistes, l'entrepreneur doit aussitôt, entamer les études topographiques afin d'établir :

- Les tracés en plan ;
- Les profils en long ;
- Les profils en travers type ;
- Tout autre détail nécessaire à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra ainsi mobiliser à sa charge une brigade topographique pour effectuer les levés nécessaires à l'établissement du dossier d'exécution

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra, au Maître d'Ouvrage, un calque et trois tirages des plans aux échelles appropriées et sur CD ou USB.

La réception définitive ne pourra être prononcée, qu'après remise des plans de récolement par l'entrepreneur au maître d'ouvrage.

ARTICLE I.15 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1-La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
 - 2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
 - 3-Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
 - 4-Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
 - 5-Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE I.16 : RECEPTION PROVISOIRE

Il sera procédé à la réception provisoire des travaux par le maître d'ouvrage après notification par lettre recommandée de l'entrepreneur à la fin de ses travaux, après avoir effectué les contrôles de qualité exigés et remise des dossiers définitifs.

Cette réception sera prononcée après constatation du parfait état de fonctionnement des installations établies suivant les règles de l'art et conformément aux dispositions de l'article 73 du CCAGT.

ARTICLE I.17 : RECEPTION DEFINITIVE

Il sera procédé à la réception définitive par une demande de L'entrepreneur par écrit vingt (20) jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie prévu à l'article 75 du CCAGT du 13 mai 2016, au maitre d'ouvrage de procéder à la réception définitive des travaux.

Le maitre d'ouvrage désigne la ou les personnes pour procéder à la réception définitive au plus tard dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai de garantie en application des dispositions de l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE I.18 : REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE

L'entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur sur le lieu des travaux. L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par des tiers sur son chantier ou dans les bâtiments avoisinants mis à sa disposition.

ARTICLE I.19 : ORDRES DE SERVICES - LETTRES – INSTRUCTIONS.

L'entrepreneur se conformera strictement aux plans, tracés, dessins de détails fournis par le maitre d'ouvrage ainsi qu'aux ordres de service, lettres et instructions qui lui seront notifiés ou adressés par le l'Administration (maître d'ouvrage).

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même, les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du maître d'ouvrage pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE I.20 : MODIFICATIONS

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de modifier à tout moment telle ou telle partie d'ouvrage qu'il jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet dans le respect des articles du 55 au 59 du CCAOT.

ARTICLE I.21 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES TRAVAUX EN DIMINUTION

Sont désignés par ce terme, tous les travaux en plus ou en moins de ceux initialement prévus par suite de modification.

Il est précisé que seuls seront considérés comme travaux modifiés et par suite réglés ou retenus à l'entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par ordre de service du Maître d'ouvrage

ARTICLE I.23 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'Entrepreneur. Si ces réfections entraînent des dépenses pour d'autre corps d'état, ces dépenses seront également à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE I.24 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR- DIRECTION ET ENCADREMENT DU CHANTIER

L'Entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion (au moins deux fois par mois).

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera représenté, en permanence sur le chantier, par un responsable qualifié. La direction de ce chantier devra être effectivement assurée sans interruption.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, l'Administration pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaire.

ARTICLE I.25 : APPROVISIONNEMENTS

Aucun règlement des approvisionnements n'est prévu dans le cadre du présent marché.

ARTICLE I.26 : MODE DE REGLEMENT DES OUVRAGES

Les ouvrages seront réglés aux métrés par application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées. Les prix remis par l'Entrepreneur correspondent à des ouvrages exécutés selon les règles de l'art et en parfait état d'achèvement.

ARTICLE I.27 : NETTOYAGE DU CHANTIER

L'Entrepreneur devra évacuer régulièrement des lieux où il travaille, les gravats ou débris qui sont le fait de ses activités. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément les locaux devront être laissés parfaitement nets.

Les gravats et débris seront déposés au voisinage du chantier en un ou plusieurs endroits désignés par le maître d'ouvrage et seront évacués aux décharges publiques aux frais de l'Entreprise.

Après l'exécution des travaux, les voies devront être dans un état de propreté indispensable à l'introduction des usagers.

ARTICLE I.28 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

L'Entrepreneur devra supporter les frais de timbres et, s'il y a lieu, les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché.

ARTICLE I.29 : REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES

Le règlement des différends et litiges devrait être conformes aux stipulations des articles 81, 82,83 et 84 du CCACT.

De telles contestations ou difficultés ne devront en aucun cas être mises en avant pour suspendre ou retarder l'exécution du marché.

ARTICLE I.30 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

30.1 Emplacements

Le Maître d'Ouvrage mettra à la disposition du titulaire les emplacements tels qu'ils sont représentés sur le plan d'ensemble, des zones mises à sa disposition.

Le titulaire devra fournir, au Maître d'Ouvrage pour agrément, un plan de situation représentant les emplacements qu'il se propose de réserver pour la construction des ouvrages, les installations de chantier, les dépôts de déblais, le stockage des approvisionnements et fournitures, etc...

L'acquisition et l'occupation des terrains, en dehors des limites fixées par le Maître d'Ouvrage, doivent impérativement obéir aux lois en vigueur. Les frais relatifs à l'acquisition et à l'occupation de ces terrains, seront à la charge du titulaire. Toutes les démarches pour l'acquisition et les frais qui en découlent sont de la responsabilité du titulaire.

30.2 Laboratoires

Le titulaire est responsable de la bonne qualité des matériaux utilisés dans les ouvrages définitifs et provisoires, ainsi que de celle des produits finis. Pour assurer la qualité prescrite définie en détail dans le CPS, il doit installer son propre laboratoire ou faire appel à un laboratoire agréé pour effectuer tous les contrôles intérieurs.

30.3 Main d'œuvre

Il sera interdit de loger la main d'œuvre à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

Le titulaire devra respecter la législation en vigueur portant sur la réglementation du travail et des salaires au Maroc.

30.4 Matériel de Chantier

Tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux et à l'exploitation des cantonnements et des installations générales sera fourni par le titulaire qui est tenu de l'entretenir, de le réparer et de le remettre en état par ses soins et à ses frais. Ce matériel doit être livré sur chantier en très bon état.

La liste du matériel fournie par le titulaire n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si, en cours de travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si, pour une raison quelconque, le titulaire désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du Maître d'Ouvrage, cet accord laissant toutefois au titulaire la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

30.5 Voies de communication et d'accès

Le titulaire est tenu d'établir, à ses frais, les voies complémentaires nécessaires tant à la desserte du chantier, des installations générales, des carrières et zones d'emprunt qu'à l'exécution de tous les travaux et à l'amenée à pied d'œuvre du matériel et fournitures. Le titulaire prendra à sa charge les dispositions qui s'imposent (accès en largeur suffisante, plate-forme, etc ...) pour permettre la réalisation des travaux dans les meilleures conditions.

Le titulaire doit remettre un dossier complet des accès cités ci-dessus au Maître d'Ouvrage pour agrément.

Le titulaire devra remettre en état, à ses frais à l'achèvement des travaux, toutes les routes mises à sa disposition par le Maître d'Ouvrage, et celles définitives réalisées dans le cadre du marché.

Le titulaire doit laisser libre usage des routes et des compléments d'accès qu'il a établis, au personnel du Maître d'Ouvrage ou de ses représentants et aux entreprises, fournisseurs et constructeurs travaillant pour le compte du Maître d'Ouvrage.

30.5.1 Signalisation/balisage de chantier

Dès la réception de l'ordre de service de démarrage des Travaux, le titulaire fournit et pose selon les indications de la Maîtrise de Chantier, un (01) panneaux de dimensions suffisantes pour indiquer notamment le Maître d'Ouvrage, les noms, qualité et adresse de l'ensemble des intervenants dans la conception, l'exécution et le contrôle des travaux ainsi que les renseignements concernant le marché notamment le délai, le montant, les mesures de sécurité et autres indications nécessaires

Le titulaire mettra en place de jour comme de nuit une signalisation adéquate de chantier.

Pour cela, pendant la période de préparation des travaux, il établira un plan général de signalisation/balisage de chantier qui sera soumis à l'approbation de la Maîtrise de Chantier ou des autorités compétentes qui pourront y apporter toutes modifications ou compléments qu'ils jugeront utiles, sans que cela n'atténue en rien la responsabilité du titulaire.

Si les travaux nécessitent une déviation de la circulation, le titulaire a la charge, dans les mêmes conditions, de la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et de la signalisation des itinéraires déviés. Il mettra à la disposition du service gestionnaire du réseau le personnel nécessaire à la police de la circulation aux abords du chantier ou aux extrémités des sections où la section est interrompue et le long des itinéraires déviés. Les frais de main d'œuvre sont inclus dans les prix des travaux nécessitant la déviation. Le titulaire doit informer par écrit le service gestionnaire au moins 3 jours ouvrables à l'avance en lui fournissant l'ensemble des renseignements requis.

30.5.2 Utilisation des voies publiques par le titulaire

1 - Prescriptions générales

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du dahir du 3 Joumada 1 1372 (19 janvier 1953) et de l'arrêté viziriel du 8 Joumada 1 1372 (24 janvier 1953), à leurs textes d'application ainsi qu'aux mesures édictées par les autorités compétentes prises pour assurer la commodité ou la sécurité de la circulation ou éviter les dégradations anormales des itinéraires d'accès au chantier et des itinéraires de transport de ses matériaux.

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

2 - Itinéraires d'accès au chantier

Pour effectuer les transports des matériaux dont la provenance est extérieure à l'emprise du

Projet, le titulaire se conformera aux mesures édictées par les services gestionnaires des itinéraires qu'il compte emprunter et supportera les frais des travaux d'aménagement, d'entretien au cours des transports et de remise en état à la fin des transports à effectuer sur les itinéraires autorisés, requis par le gestionnaire du réseau dans le cadre des prérogatives définies par l'article 4 du dahir du 19 janvier 1953. Ces frais sont réputés inclus dans les prix unitaires réglant les matériaux transportés.

Les travaux d'aménagement, de réparation et d'entretien demandés par le gestionnaire du réseau, si le titulaire sollicitait la levée d'une interdiction ou d'une restriction à la circulation édictée avant le dépôt de son offre, seront exécutés par le titulaire et à ses frais suivant les prescriptions techniques du gestionnaire de la voie et sous son contrôle. Ils sont réputés inclus dans les frais d'installation et repliement de chantier.

Le titulaire fera son affaire, auprès de la collectivité responsable ou des particuliers concernés, de l'acquisition ou la location d'emprise, de l'aménagement et de l'entretien des voies d'accès aux carrières, emprunts et dépôts.

Le titulaire sera responsable du respect de l'utilisation des itinéraires d'accès au chantier par ses fournisseurs et sous-traitants. Les frais des réparations consécutifs à l'utilisation d'autres voies que celles déclarées au gestionnaire du réseau routier seront à la charge du titulaire.

3 - Réparation des dégradations

Le titulaire fera son affaire auprès du gestionnaire de la voie publique des travaux de réparations et d'entretien des voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins de chantier.

Le Maître d'Ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages occasionnés au réseau routier public par les transports effectués par le titulaire. A ce titre, il garantira le Maître d'Ouvrage contre toute demande de dommages, intérêts ou indemnité et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature que pourraient induire les dits transports.

30.6 BATIMENTS DE CHANTIER

Dès l'ouverture du chantier, le titulaire doit monter les bureaux, ateliers, magasins, etc.,. En particulier, les bureaux destinés à la Maîtrise de Chantier seront équipés pendant toute la durée du projet de téléphone, d'imprimante, de photocopieuse, d'éclairage, d'alimentation en eau potable, de climatiseurs, des sanitaires (W-C, lavabos, etc...), et des EPI.

Les frais de consommation d'eau, d'électricité, de combustibles, de téléphone et ceux d'entretien et de nettoyage sont à la charge du titulaire.

30.7 Hygiène et sécurité du chantier

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène sont à la charge du titulaire. Elles sont réputées comprises dans le prix « Installation de chantier du titulaire » et donneront lieu à l'établissement d'un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui sera soumis à l'approbation de la Maîtrise de Chantier pendant la période de préparation.

30.7.1 Hygiène du chantier

Le titulaire devra assurer, à ses frais, l'hygiène des différentes installations de chantier (bureaux, ateliers, magasins, etc...). A ce titre, il fournira notamment, conformément à son offre, le personnel et les moyens nécessaires :

- Au service de nettoyage quotidien,

- A l'entretien des réseaux d'égouts, d'alimentation en eau, de distribution électrique et d'éclairage,
- A la désinfection et à l'entretien des cantonnements,
- A l'élimination des ordures ménagères.

Le titulaire devra disposer sur chantier un nombre suffisant de toilettes mobiles assainies. L'entretien des toilettes mobiles devra être assuré par le titulaire jusqu'à la fin du chantier.

Toutes les installations sanitaires sont impérativement réalisées selon les règles d'hygiène et de sécurité applicables en la matière.

Des dispositions particulières devront être prises pour assurer l'évacuation des eaux usées provenant des bureaux et des ateliers.

30.7.2 Service médical du chantier

Le titulaire aura à sa charge le service médical des chantiers dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur. Il devra, à cet effet, disposer d'un service médical sur chantier. Une pharmacie de secours devra être constituée sur le chantier. L'évacuation sanitaire des cas graves sur les hôpitaux de la région sera assurée par le titulaire. Une convention particulière, incluant l'évacuation par ambulance, entre le titulaire et la clinique la plus proche devra être mise au point et agréée par le Maître d'Ouvrage.

Le personnel des autres entreprises du chantier bénéficiera de ce service sanitaire, à charge pour elles de participer aux frais, suivant des accords à passer sous le contrôle du Maître d'Ouvrage. Les agents du Maître d'Ouvrage bénéficieront de ces soins et transports à titre gratuit.

30.7.3 Gardiennage et sécurité du chantier

Le titulaire assurera à ses frais le gardiennage du site du projet y compris les accès du chantier, bureaux et dépendances, et ce d'une manière continue jusqu'à la réception provisoire.

Le titulaire doit garantir les matériaux, matériels, installation, fournitures, outillages et ouvrages des dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries, ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le Maître d'Ouvrage restant en toute hypothèse complètement étrangère à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, le titulaire doit protéger les constructions et ouvrages réalisés, contre les dégâts qu'ils pourraient subir ou les dommages qu'ils pourraient occasionner, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

30.7.4 Sécurité du personnel

Pendant toute la durée du chantier, le titulaire sera tenu de prendre, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures particulières de sécurité qui seront nécessaires eu égard à la nature de ses propres travaux, des matières qu'il emploie et aux dangers que celles-ci comportent ainsi que toutes les mesures communes de sécurité (hygiène, prévention des accidents, médecine du travail, premiers secours ou soins aux accidentés et malades, protection contre l'incendie, dangers d'origine électrique, etc.).

En conséquence, il appartient au titulaire de donner l'instruction nécessaire à son personnel et de lui prescrire les consignes à observer.

Il doit efficacement assurer :

- La sécurité de son propre personnel, des agents du Maître d'Ouvrage, de la Maîtrise de Chantier et des tiers,
- Toutes les mesures de sécurité mentionnées plus haut,
- La sécurité des installations.

En particulier le titulaire est tenu d'établir des voies de circulation suffisantes et d'assurer, d'une manière permanente, l'entretien des pistes ainsi que leur arrosage afin de prévenir les poussières. Par ailleurs, il doit, notamment établir, pour le personnel, des accès provisoires commodes et répondant aux normes de sécurité (échelles, passerelles de circulation, etc. ...).

Dans le cadre de la sécurité et au titre de la prévention des accidents, le titulaire devra prendre notamment toutes les mesures utiles et efficaces concernant la circulation et le stationnement sur l'ensemble du chantier, les dispositifs d'alarme, la protection contre les chutes de matériaux ou autres, la protection individuelle (Gilets, casques, gants, bottes, lunettes, etc....), le secourisme, l'hygiène et la propreté, etc.

Un mémoire technique détaillé sur la sécurité du chantier et les dispositions envisagées par le titulaire sera remis au Maître d'Ouvrage pour approbation. En cas de non-respect par le titulaire des consignes de sécurité, une pénalité lui sera appliquée conformément à l'article 12 ci-dessus.

Le titulaire devra désigner un membre de son personnel parmi les cadres qui est chargé de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier. Ce cadre est l'interlocuteur direct du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise de Chantier pour toutes les questions relevant de la sécurité sur le chantier, de l'hygiène du chantier et de toutes les dispositions à prévoir dans le cadre du présent article.

Le titulaire devra fournir à tout son personnel les casques de protection, les gilets, les bottes, les cirés, les gants et doit rendre le port du casque obligatoire. Le titulaire doit assurer la sécurité des ouvriers. En particulier lors de travaux en tranchée, le titulaire doit réaliser les étalements nécessaires.

Enfin, le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise du Chantier pourront refuser de faire la réception d'un ouvrage et arrêter les travaux si les conditions de sécurité ne sont pas assurées. Tout retard qui en résulterait éventuellement ne donnera aucun droit de réclamation au titulaire.

30.7.5 Repliement et remise en état des lieux des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception provisoire, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, exception faite des installations qui peuvent gêner la mise en service qui seront dégagés des travaux avant la réception provisoire ou les installations mises à la disposition de la maîtrise du chantier qui devront rester jusqu'à l'achèvement des travaux.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure de la Maîtrise de Chantier notifiée par ordre de service, par application d'une pénalité de cinq mille dirhams (5.000,00 DH) par jour de retard. Cette pénalité est cumulable avec les pénalités de retard prévues à l'article 9 du présent marché sans plafonnement.

ARTICLE I.31 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES

D'une manière générale, les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément programme définit avec le maître d'ouvrage au démarrage des travaux.

Les plans d'exécution établis par le titulaire et validés par le maître d'ouvrage restent toujours la base de l'ouvrage, tous les dessins annexés devront s'y conformer.

Les dimensions portées aux plans d'exécution et dessins de détail sont celles des travaux ou ouvrages complètement terminés.

ARTICLE I.32 : ESSAIS DE MATERIAUX

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants et sont complétés et modifiés par les dispositions de la note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR. n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 conformément aux tableaux, ci-dessous :

• Graves non traitées :

Désignation du matériau	Qualité du matériau à contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (300m ³) ou sur une production journalière	Essai de recette
Graves non traitées	Granularité	- Granulométrie	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m ³
	Propreté	- Indice de plasticité - Equivalent de sable sur 0/2 ou 0/5 - Valeur au bleu	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m ³ 1/1000m ³ 1/1000m ³
	Dureté	- Los Angeles - Micro Deval Humide (MDE)	2 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m ³ 1/5000m ³
	Angularité (*)	Indice de concassage ou angularité	Pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m ³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières.

(**) : Les résultats des essais d'agréments des graves non traitées, relatifs à la granulométrie sont considérés concluants si au moins 3 (Trois) courbes granulaires sur 5 (Cinq) sont inscrites dans le fuseau préconisé.

♦ Gravillons pour Revêtement Superficiel Bicouche

Désignation du matériau	Qualité du Matériau à Contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (100m ³) ou sur une production journalière	Essai de recette
Granulats 6/10 10/14	Granularité	Granulométrie	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Propreté	% éléments inférieur à 0,5 mm	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Dureté	Los Angeles	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m ³
		Micro Deval Humide (MDE)	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m ³
	Angularité (*)	Indice de concassage ou angularité.	Pour chaque classe granulométrique et par provenance.	1/200 m ³
	Forme	Coefficient d'aplatissement	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Adhésivité	NM n° 03.4.036	1 essai par provenance	1/500 m ³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l'entreprise dus par l'exécution du présent marché.

L'entrepreneur est ainsi appelé à définir le programme des essais et de contrôle conformément aux cadences réglementaires précités, selon sa cadence d'avancement des travaux, et informer le maitre d'ouvrage seul habilité à faire ces contrôles pour effectuer les essais au moins 48 h avant la date du contrôle.

ARTICLE I.33 : ORGANISATION DU CHANTIER - COMMANDE DE MATERIEL

Dans un délai de 8 (huit) jour de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux, l'Entrepreneur devra faire agréer par le Maitre d'ouvrage, les dispositions détaillées qu'il compte modifier ou compléter, si elles ne donnent pas satisfaction.

Après approbation des dispositions définitives et après le choix définitif du matériel proposé, l'Entrepreneur devra dans un délai de 8 (huit) jours à partir de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service, proposer un nouveau programme permettant de rattraper le retard et respecter le délai contractuel.

Dans le cas où il serait impossible d'établir un nouveau programme respectant le délai contractuel, l'acceptation éventuelle du nouveau programme par le maitre d'ouvrage ne modifie en rien le calcul des pénalités stipulées à ce présent C.P.S.

ARTICLE I.34 : AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Toute augmentation, diminution dans la masse des travaux ou changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages du présent marché, sera faite conformément aux dispositions des articles 12, 57 et 58 du C.C.A.G.T.

ARTICLE I.35 : NATURE DES PRIX

Il est formellement stipulé que l'Entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux établis par le maître de l'ouvrage, avoir visité l'emplacement de la future construction, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'Entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de notamment gardiennage du chantier, impôt droits, régie, assurances, frais de métrés et d'études et en général toutes charges imposées par les règlements de l'état et municipaux à la date de la remise de l'offre.

ARTICLE I.36 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, et de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015 fixant les règles et conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (0.15 + 0.85 * (TR4bis/TR4bis_o))$$

Dans laquelle :

P= prix hors taxe révisé de la prestation considéré

P_o= prix hors taxe initial de cette même prestation

TR4b et TR4b_o= index global relatif aux travaux de construction ou de renforcement de routes avec enduit superficiel y compris fourniture de liants tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index globaux datée de Mars 1987 ou en vigueur.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

ARTICLE I.37 : ETABLISSEMENT DES DECOMPTES

Les travaux seront réglés sur situations mensuelle ou chaque fois si nécessaire sur la base des situations et métrés. Ces situations seront présentées sous forme cumulative. A ce titre, chaque situation devra faire apparaître la totalité des ouvrages exécutés depuis le début du chantier jusqu'à la fin du mois à l'issue duquel la situation considérée est établie à l'issue de ce mois et la situation établie à l'issue du mois précédent, chaque situation sera évaluée par application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités d'ouvrages réellement exécutées à l'issue du mois auquel la situation considérée se rapporte telles qu'elles découlent des métrés correspondants

ARTICLE I.38 : COMPTE PRORATA

Le marché est traité en lot unique, il n'y aura pas de compte prorata.

ARTICLE I.39 : PRESCRIPTIONS DANS L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE

Se référer à l'article 23 du CCAGT.

ARTICLE I.40 : FRAIS DIVERS

L'entrepreneur supportera tous les frais de consommation d'eau et d'électricité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE I.41 : DEROGATION DU C.C.A.G.T.

L'Entrepreneur se référera au présent cahier des prescriptions spéciales pour toutes les clauses en dérogation avec le C.C.A.G.T.

ARTICLE I.42 : TAXES (T.V.A.)

Les prix remis par l'Entrepreneur tiennent compte également de toutes les charges et sujétions résultant de l'application du marché, ainsi que toutes les taxes et, en particulier, la taxe sur la valeur ajoutée en application du Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabia II 1406 (20 Décembre 1985) portant promulgation loi n° 30.85 et ses modifications.

ARTICLE I.43 : CONTROLE DE L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'Entrepreneur devra avoir sur le chantier la liste constamment tenue à jour des ouvriers employés sur le chantier. Les ouvriers présentés par le bureau de placement seront portés sur la liste à part.

ARTICLE I.44 : RESILIATION

Les conditions de résiliation du présent Marché sont celles prévues par les articles : 64, 65, 66 ,69,70 et 79 du C.C.A.G.T du (13 mai 2016).

ARTICLE I.45 : CONTROLE TECHNIQUES ET SUIVI

En application de l'article 4 du CCA GT, la maîtrise d'œuvre est assurée par l'AREP de Fès-Meknès en coordination avec la préfecture de Fès. Leurs missions consistent en la conception et le suivi, ainsi que la réception provisoire et définitive des travaux faisant l'objet du présent marché.

45.1 Contrôle de l'entrepreneur :

Le contrôle de l'entrepreneur doit donner la preuve que l'ouvrage dans tous ses détails est conforme aux clauses du marché (matériaux, mise en œuvre, etc.), aux textes généraux, et aux plans d'exécution. Il est effectué avec l'aide de son laboratoire (personnel et matériel), ou, pour certains contrôles particuliers, avec l'aide d'organismes agréés par le Maître d'Ouvrage.

A ces interventions s'ajoutent :

- Les contrôles visuels ;
- Les contrôles de **recette et d'agréments** de tous les matériaux et produits utilisés ;
- Les contrôles de conformité des produits et composants homologués ou normalisés (vérification du marquage, fourniture des fiches, etc. ...) ;
- Les contrôles topographiques et géométriques ;
- Le contrôle de la qualité du dossier de récolement.

45.2 Contrôle du Maître d'ouvrage :

Le contrôle effectué sous la responsabilité du Maître d'ouvrage consiste en :

- Tous les contrôles justifiant la conformité de mise en œuvre
- Les contrôles du Laboratoire selon les cadences définies dans l'article 32, ou d'une façon inopinée en cours de production, ou de mises en œuvre, exercés notamment par son propre laboratoire ;
- Le rassemblement des documents établis par l'Entrepreneur permettant de justifier que la qualité requise a été obtenue ;
- La validation du contrôle de l'entrepreneur et les contrôles de conformité.

Le contrôle du Maître d'Ouvrage s'assure de la convenance des procédures de contrôle de la qualité des travaux, puis de son respect par l'Entrepreneur. Le contrôle du maître d'ouvrage ne se substitue en rien aux contrôles de l'entrepreneur, il est exercé pour surveiller le contrôle intérieur et contrôler la conformité des travaux aux prescriptions du présent marché avant de procéder à leur réception, **Seul l'entrepreneur est responsable de la qualité des ouvrages exécutés.**

ARTICLE I.46 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE, ASSURANCE APPLICABLE AUX TRAVAUX

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations justifiant la souscription de polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché conformément au paragraphe 1 de l'article 25 du C.C.A.G.T tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016.

Aucun règlement ne sera effectué tant que l'entrepreneur n'aura pas adressé au maître d'ouvrage copies certifiées conformes des polices d'assurances contractées pour la couverture des risques énumérés au paragraphe 1 de l'article 25 du CCA GT.

ARTICLE I.47 : OCTROI D'AVANCES EN MATIERE DES MARCHES

Conformément aux dispositions du Décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Cette avance sera octroyée au titulaire dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux contre remise d'une caution bancaire du même montant mobilisable en tout temps, ne comportant aucune réserve et demeurant affectée aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics.

Le montant de l'avance n'est pas révisable quelle que soit la forme des prix du marché, il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction dès le premier décompte d'un montant égal à 15% du montant de chaque décompte, de manière à ce que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché.

Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement unique.

Le montant de du cautionnement de l'avance sur la part en monnaie étrangère convertible sera déterminé par l'utilisation du taux de change en vigueur le jour de sa constitution.

Dans le cas d'octroi d'avances par le maître d'ouvrage il est fait application de dispositions du décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.

Le titulaire est tenu de constituer avant l'octroi de l'avance une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage.

CHAPITRE II :PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE II-1- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC et aux articles 30 et 31 du CCAGT. L'Entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puisse nuire de quelque façon que ce soit à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les emprunts et dépôts ne compromettent pas la stabilité des massifs naturels. Ni ne risque du fait de leur entraînement par les eaux ou par toute autre raison de causer des dommages aux personnes et aux biens publics ou privés. Dans ce cas, l'entrepreneur serait entièrement responsable de ces dommages. Ce dernier accordera une importance particulière et assurera la remise en état des lieux après achèvement des travaux sur les deux axes routiers.

Le maître d'ouvrage délégué pourra s'opposer à l'exécution d'emprunts ou dépôts susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux. Sans que l'entrepreneur puisse de ce fait prétendre à aucune indemnité.

L'acquisition ou les indemnités pour occupation temporaire des terrains affectés aux dépôts ou décharges ainsi que ceux nécessaires aux emprunts restent à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE II-2- PROVENANCE DES MATERIAUX

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'entreprise proviendront des gisements, carrières et usines proposées par l'entrepreneur à l'agrément d'un laboratoire agréé.

La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée quinze jours (15) avant la date prévue pour l'utilisation du matériau.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou facture) et ce conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAGT.

ARTICLE II-3- QUALITE DES MATERIAUX

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routiers courant relatifs aux travaux de terrassement (complété par les dispositions du Guide Marocain pour les Terrassements Routiers « GMTR ».

Le fascicule n° 4 du CPC pour les travaux routier courants relatifs aux ouvrages d'assainissement et de soutènement.

Les cahiers du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées complétés par la note circulaire n°214..22/50.5/238/340 du 11/12/98. Et la note circulaire n°214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur au bleu de méthylène.

Pour la route concernée par ce marché, le trafic est de classe TPL1.

Il est en outre signalé que :

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n°5 cahier n°5 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n°214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Les liants hydrocarbonés à utiliser seront des catégories suivantes :

Nature des travaux	Catégorie du liant
- Imprégnation	- Cut-back 0/1 ou émulsion à 55% de bitume
- RS Bicouche	- Emulsion de bitume 65%

Matériaux pour Revêtement Superficiel Bicouche

Se référer aux spécifications du CPC, fascicule n°5, cahier n°3.

La granulométrie des agrégats pour revêtement superficiel bicouche sera soumise à l'agrément du maître d'ouvrage. Les agrégats seront conformes aux normes en vigueur et doivent notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- ✓ Dimensions en revêtement bicouche : 6/10 et 10/14
- ✓ Angularité : Concassé pur
- ✓ Dureté : L.A < 25%
- ✓ Usure : M.D.E < 20%
- ✓ Forme : C.A < 25%
- ✓ Polissage : C.P.A < 0.45%
- ✓ Propreté à 1 mm : P.S < 1%
- ✓ Adhésivité : Bonne après 24 heures de séchage

Matériaux pour corps de chaussée

* La grave non traitée pour couche de fondation (GNF2) doit s'inscrire dans le fuseau 0/40 mm.

- Dureté : LA < 40%
- Résistance à l'usure : MDE < 35 %
- Propreté : IP < 8 %
- IC : IC > 30%

* La grave non traitée pour couche de base (GNB) doit s'inscrire dans le fuseau 0/31,5 mm:

- Dureté : LA < 30 %
- Résistance à l'usure : MDE < 20%
- Propreté : ES (0/5) > 30 ou ES (0/2) > 45 sinon VB < 1,5
- IC : IC > 35%

Matériaux pour béton

Le sable pour mortiers et bétons sera lavé. Il ne devra pas renfermer de grains dont la plus grande dimension dépasserait les limites ci-après :

Sable pour béton : 0.005 m

Sable pour mortier : 0.002 m

Les gravillons destinés à la confection du béton devront passer en tout sens dans un anneau de 0.005 m de diamètre intérieur sans pouvoir passer dans un anneau de 0.0025 m de diamètre.

Les gravettes destinées à la confection du béton devront pouvoir passer en tout sens dans un anneau de 0.04 m de diamètre intérieur sans pouvoir passer dans un anneau de 0.005 m de diamètre.

L'emploi de granulats de mer ne sera en aucun cas autorisé.

Liants hydrauliques

Les liants utilisés seront du type CM 25, CPJ 35 et CPJ 45, selon les spécifications de leurs utilisations respectives.

L'emploi de ciment éventé ou encore chaud sera interdit. S'il est livré en sac, il devra être stocké en quantité suffisante pour que le chantier n'ait pas à souffrir de retard dû à une livraison défectueuse.

ARTICLE II-4- CONTROLE DES MATERIAUX :

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3, 4 et 5 du CPC relatifs aux terrassements, ouvrages d'assainissement et chaussées complétés par la note circulaire n°214.22/50/238/340 du 11/12/98.

ARTICLE II-5 ESSAIS NON CONCLUANTS :

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l'entreprise dues par l'exécution du présent marché.

CHAPITRE III MODE D'EXECUTION ET EVALUATION DES OUVRAGES

ARTICLE III -1- CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

D'une manière générale, les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les cahiers constitutifs des fascicules 3, 4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courant.

ARTICLE III -2- VISITES ET REUNIONS DE CHANTIERS

L'entrepreneur est tenu de se rendre personnellement aux convocations de l'Administration. La périodicité des visites est fixée par l'ingénieur qui pourra dans les mêmes conditions fixer toutes visites voulues sans préavis de 24 heures.

Il sera dressé, pour chaque réunion par l'administration, un procès-verbal des observations ou décisions de l'ingénieur qui sera contresigné par l'entrepreneur en fin de séance et aura valeur à exécuter des notifications.

Les décisions de l'ingénieur inscrites à un même procès-verbal d'ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre Ingénieur et entrepreneur. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux ses observations, ses réclamations ou réserves.

Lors des visites, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans les conditions de sécurité totale. Il devra aménager un local de réunion et faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition toute fiche d'essai de matériaux reçu sur chantier ou mise en œuvre.

ARTICLE III -3- DIRECTION DES TRAVAUX

Les travaux du présent marché seront supervisés par l'AREP Fès-Meknès et la commune OULAD TAYEB.

Tous les travaux faits en dehors de ceux qui ne sont pas manifestement compris dans le marché ne seront ni reconnus, ni payés par le maître d'ouvrage s'ils n'ont pas fait l'objet avant leur exécution d'une lettre de commande de sa part ou notifié par un PV de chantier.

ARTICLE III -4- TRAVAUX DE RENFORCEMENT :

Les travaux de renforcement des pistes existantes consistent en :

Pour la section courante :

- Scarification de la chaussée existante
- La mise en œuvre d'une couche de base d'épaisseur de 20 cm en GNB
- La mise en œuvre d'une couche de roulement en Bicouche sur une largeur de 4m

Pour les accotements :

Sur une largeur de 1 mètre de part et d'autre de la section courante l'entrepreneur doit effectuer les travaux suivants :

- Terrassement
- Mise en œuvre d'une couche de fondation en GNF2 d'une épaisseur de 0,20 m ;
- Mise en œuvre d'une couche de base en GNB d'une épaisseur de 0,10 m ;
- Mise en œuvre d'une couche en béton reflué légèrement armé d'une épaisseur 0,10 m

CHAPITRE IV : MODE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX

ARTICLE IV– 1 - MODE DE MESURAGE

Toutes les quantités d'ouvrage exécuté seront évaluées par le système des métrés dressés après exécution.

Les surépaisseurs en matériaux pour corps de chaussée ou pour accotements pour sa mise en profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau des prix détail estimatif

ARTICLE IV-2- DEFINITION DES PRIX :

Les définitions des prix sont celles donnés par les listes des prix annexés au fascicule n°2 du C.P.C relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants, complétées par la note n°214.22/50.5/238/340 11/12/98 et la note n°2143/IT/411/01/92 relative aux définitions des prix pour travaux d'accotements.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée au total hors TVA pour fixer le montant du marché.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée au total hors TVA pour fixer le montant du marché.

a) Le bordereau comprend les Prix unitaires regroupés par série de même nature de travaux comprenant notamment la rémunération des prestations ou éléments suivants :

- Tous matériaux, matières consommables et fournitures diverses ;
- Transports des matériaux, matières consommables et fournitures à pied d'œuvre et toute manutention.
- La main d'œuvre, y compris primes, indemnités de toutes sortes et toutes charges sur salaires.
- Le fonctionnement, l'entretien, l'amortissement et la réparation de tout le matériel et installations générales de chantier,
- La fourniture et la distribution de l'énergie électrique, de l'eau potable, du téléphone et de l'internet.
- La production et la distribution de l'air comprimé et de l'eau nécessaires au chantier et pour les essais,
- Tous les frais d'implantation, de tracé et de mesure des ouvrages y compris tous dispositifs de repérage et de traçage, etc. ainsi que toutes sujétions de toute nature relatives à la livraison d'ouvrages complètement terminés, tous impôts divers, taxes fiscales, droits de douane, droits d'enregistrement du contrat, assurances de toute nature, droits de brevets, tous frais, faux-frais, frais généraux et bénéfices de l'Entreprise.

b) Caractère des Prix :

1. Les Prix du bordereau sont établis aux conditions économiques existantes au mois de remise des offres.

2. Les Prix unitaires sont réputés couvrir la totalité des dépenses nécessités par l'exécution des ouvrages sans exception, ni réserve.

Ils s'entendent pour des travaux complets et parfaitement exécutés et de convention expresse, les précisions données dans les articles du présent marché ne sont pas limitatives.

3. Tous les Prix du bordereau s'appliquent aux ouvrages complètement terminés en conformité avec les dispositions du Marché.

4. L'entreprise doit établir ses propres études pour évaluer les quantités. Les sous-détails quantitatifs de certains Prix remis en phase d'appel d'offres sont donnés à titre purement indicatif, elle ne peut pas soulever de réclamation pour plus-value en cas de dépassement des quantités figurant dans lesdits sous-détails.

Ainsi, les Prix unitaires, en toutes lettres, qui seront indiqués ci-après par l'entrepreneur, seront réputés inclure tous les aléas du chantier, toutes taxes, bénéfices, frais et faux frais et d'une manière générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux à exécuter.

Prix n° 1 : Terrassement en déblais en terrains de toutes nature y/c évacuation

Ce prix rémunère, **au mètre cube**, la réalisation de déblais en pleine masse pour la réalisation des plates-formes de piste et accotements, selon indications du Maître d'ouvrage, en terrain de toute nature, et comprends :

- Décaissement de piste existante sur une épaisseur indiquée par le Maître d'ouvrage selon le cas.
- Sélection des terres en vue à leur réutilisation, charge, décharge, mise en œuvre et transport à dépôt ou aux remblais, ou, pour l'excédent de terres, aux décharges publiques, conformément aux indications du Maître d'ouvrage.
- Désherbage, démolition des ouvrages existants de toute nature, après indication du Maître d'ouvrage.
- Les frais de protection contre les eaux de toutes natures, pendant l'exécution des déblais et les frais d'évacuation des eaux.
- La protection des plateformes ouvertes contre les eaux de ruissellement et notamment, l'exécution de fossés provisoires
- La réalisation des sondages sur divers réseaux existants et leur protection lors de la réalisation des travaux.
- Le compactage et le réglage du fond de forme à 95% de l'OPM Essais de compactage et toutes sujétions.
- L'évacuation aux lieux désignés par le maître d'ouvrage des terres et matériaux excédentaires.

Ouvrage payé pour toute profondeur, sans aucune majoration de foisonnement ou façon de talus **au mètre cube théorique**, y compris toutes sujétions.

Prix n° 2 : Fourniture et mise en œuvre de Couche de fondation en GNF2

Ce prix rémunère, **au mètre cube** mesuré après compactage, la fourniture et la mise en œuvre d'une couche de fondation en matériaux GNF2 (selon spécifications techniques et normes en vigueur), pour construction, élargissement et sous couche des accotements y compris, arrosage, cylindrage et toutes sujétions. Cette couche aura une épaisseur après compactage de 20 cm ou de

15 cm (suivant indication du Maitre d'ouvrage) à pour toute emprise et doit être compactée à 95% de l'OPM.

Ouvrage payé au **mètre cube** y compris toutes sujétions.

Prix n°3 : Fourniture et mise en œuvre de Couche de base en GNB

Ce prix rémunère, au mètre cube mesuré après compactage, la fourniture et la mise en œuvre d'une couche de base en matériaux GNB (selon spécifications techniques et normes en vigueur) pour construction, renforcement et l'élargissement y compris, arrosage, cylindrage et toutes sujétions. Cette couche aura une épaisseur après compactage de 20 cm ou de 15 cm (suivant indication du Maitre d'ouvrage) à pour toute emprise et doit être compactée à 95% de l'OPM. Ouvrage payé au **mètre cube** y compris toutes sujétions.

Prix n°4 : Mise en œuvre de Couche d'imprégnation

Ce prix rémunère au mètre carré la mise en œuvre d'une couche d'imprégnation en CB 0/1 ou émulsion à 55% de bitume. Ce prix comprend également le sablage de l'imprégnation par un grain de riz avec un dosage agréé par l'administration.

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions.

Prix n°5 : Mise en œuvre de Revêtement superficiel bicouche

Ce prix rémunère au mètre carré la mise en œuvre du revêtement bicouche y/c liant et gravette 6/10 et 10/14. Les dosages seront déterminés par un laboratoire et la planche d'essai (selon spécifications techniques et normes en vigueur).

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions.

Prix n°6 : Fourniture de liant pour Couche d'imprégnation

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture et transport de couche d'imprégnation en CB 0/1 ou émulsion à 55% de bitume. Ce prix comprend également le sablage de l'imprégnation par un grain de riz avec un dosage agréé par l'administration.

Ouvrage payé à la **Tonne** y compris toutes sujétions.

Prix n°7 : Fourniture de liant pour Revêtement superficiel bicouche

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture et transport du revêtement bicouche y/c liant et gravette 6/10 et 10/14. Les dosages seront déterminés par un laboratoire et la planche d'essai (selon spécifications techniques et normes en vigueur).

Ouvrage payé à la **Tonne** y compris toutes sujétions.

Prix n°8 : Béton reflué légèrement armé

Ce prix rémunère au mètre carré, l'exécution de béton de 0,10 m d'épaisseur avec une chape refluée.

Ce prix s'applique au mètre carré de béton reflué dosé à 350 kg de ciment CPJ 45, y compris :

- Les joints tous les 4 m ;
- Pente ;
- Fourniture et pose de treillis soudés, mailles 20*30 de diamètres 4.5 mm, y compris essais de qualité ;

- Essais de qualité ;
- Mise à niveau des bouches à clé ;
- toutes sujétions

L'Entreprise ne peut commencer le coulage du béton qu'après la réception de la couche de base par le Maître d'Ouvrage , après établissement des essais de compactage de la couche de base à 98% de l'O.P.M.

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions.

Prix n°9 : Mise à la cote des regards

Ce prix rémunère à **l'unité**, la mise à la cote des regards existants compris :

- Démolition du béton.
- Surélévation des parois en béton sur une hauteur variable et avec la même épaisseur que l'existante, et ancrage des bars d'aciers similaire à ceux existantes.
- Evacuation des déblais excédentaires au lieu indiqué par le Maître d'Ouvrage.
- Reconstruction de châssis haut des regards ou la salle de la chambre
- Coffrage et décoffrage.
- Utilisation des produits de reprise du béton type SIKA ou similaire.
- Toutes les sujétions et accessoires.

Ouvrage payé à **l'unité** y compris toutes sujétions

=====

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES

AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB

— PREFECTURE DE FES —

=====

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° du Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaires en Dirhams Hors TVA (en chiffres)	Prix Total (en chiffres)
1	Terrassement en déblais en terrains de toutes nature y/c évacuation	M3	444		
2	Fourniture et mise en œuvre de Couche de fondation en GNF2	M3	222		
3	Fourniture et mise en œuvre de Couche de base en GNB	M3	370		
4	Mise en œuvre de Couche d'imprégnation	M2	1480		
5	Mise en œuvre de Revêtement superficiel bicouche	M2	1480		
6	Fourniture de liant pour Couche d'imprégnation	T	2,3		
7	Fourniture de liant pour Revêtement superficiel bicouche	T	3,7		
8	Béton reflué légèrement armé	M2	740		
9	Mise à la cote des regards	U	10		
Total H.T					
TVA (20%)					
Total TTC					

Fait àle

Cachet et signature de concurrent

=====

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIES
AUX DOUARS OULED BOUABID LGHOUAZ ET OULED LAKHDAR A LA COMMUNE OULED TAYEB
— PREFECTURE DE FES —



=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Montant en chiffre :

Montant en lettres :

<p>Dressé par :</p> <div style="text-align: center;">  Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès Chef de Service Suivi des Travaux de Voirie et Infrastructures Rurales Moulay Saïd ZAOUTI </div> <p>A....., le :</p>	<p>Présenté par :</p> <div style="text-align: center;">  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI </div> <p>Ale 11 OCT 2018</p>
<p>Lu et Accepté par l'Entrepreneur</p> <p>Fès, le :</p>	<p>Visé par</p> <p>A....., le :</p>
<p style="text-align: center;">Approuvé par :</p> <p style="text-align: center;">Fès, le</p>	